

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD

433 chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-de-Gadagne

Références : 227/2023
Code AIOT : 0010001118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD implanté ZI Terre de Flein 45450 Donnery. L'inspection a été annoncée le 07/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est circonscrite par le contexte de réexamen IED associé à la parution des conclusions sur les MTD pour le BREF FDM (entreprises agroalimentaires), ainsi que par la situation de sécheresse 2022 rencontrée dans le département du Loiret. Un signalement est également parvenu à l'inspection des installations classées s'agissant de la gestion des granulés PET sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD
- ZI Terre de Flein 45450 Donnery
- Code AIOT : 0010001118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD (OSFP) est autorisée pour l'embouteillage de boissons plates et gazeifiées sur le site de Donnery. Elle réalise également la fabrication de ses pré-formes PET sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Consommation d'eau sur le site ;
- Action nationale 2023 relative à la sécheresse ;
- Gestion de la pollution liée à la fuite de permanganate de potassium ;
- Gestion des granulés plastiques sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Etude de réduction des consommations d'eau	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Isolement avec les milieux des épandages accidentels	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2	/	Sans objet
5	Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.5.1	/	Sans objet
6	Entretien et conduite des installations de traitement de l'eau	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.3.4	/	Sans objet
7	Rétention du KMnO4	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 7.6.3	/	Sans objet
8	Etanchéité de la zone de chargement camion	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2	/	Sans objet
9	Granulés plastiques industriels – confinement et récupération	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361	/	Sans objet
10	Granulés plastiques industriels – procédures	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362	/	Sans objet
11	Granulés plastiques industriels – audits	Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-364	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Stockage d'acide chlorhydrique	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.1.1	/	Sans objet
14	Modification des installations	Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.2	/	Sans objet
13	Nature des installations	AP Complémentaire du 19/10/2020, article 1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eau de forages (Eau souterraine Calcaires d'Etampes) : Prélèvement maximal annuel : 970 000 m³ Débit maximal Horaire : 120 m³/h Débit maximal Journalier : 500 m³/j Eau de ville : 3 000 m³</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
Constats : [C1] L'exploitant a dépassé le volume maximal autorisé sur les prélèvements en eau en provenance du réseau AEP (+5%).
<p>Observations :</p> <p>Vu : le relevé des consommations mensuelles d'eau prélevée sur le réseau AEP (3 144 m³) et au forage du site (632 780 m³) pour l'année 2022, ainsi que l'historique des consommations totales sur les dernières années (2019 : 701 236 m³, 2020 : 558 766 m³, 2021 : 580 024 m³).</p> <p>Il est constaté une diminution significative de la consommation totale d'eau du site.</p> <p>L'exploitant indique une légère surconsommation attendue sur les derniers mois du fait des essais réalisés sur la nouvelle filière de traitement d'eau du site. Ce projet est actuellement en phase de finalisation (remplacement des filtres). La nouvelle unité de traitement d'eau est opérationnelle depuis la semaine 43 (arrêt usine ayant permis le basculement sur le nouveau circuit).</p> <p>Le respect des débits de prélèvement n'a pas fait l'objet d'une vérification.</p> <p>L'exploitant indique qu'il recherche actuellement la raison du dépassement constaté sur le volume maximal autorisé en prélèvement sur le réseau AEP. Il suspecte une corrélation avec la présence importante de personnel sur le site en fin d'année (pic de consommation en novembre et décembre 2022).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etude de réduction des consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etude de réduction des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une étude sur les réductions de consommation d'eau non nécessaire à la fabrication, accompagnée d'un plan d'actions, sera transmise dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. Les préconisations les plus efficaces seront mises en œuvre, sauf justification technico-économique d'impossibilité et sur accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans ce cadre, l'exploitant étudie prioritairement la limitation maximale des surplus de pompage d'eaux des forages rejetés directement (réduction des débits, arrêt temporaire, réutilisation sur des process ou du nettoyage...).
Constats : [C2] L'exploitant n'a pas transmis l'étude de réduction de la consommation d'eau du site prescrite par l'arrêté préfectoral.
Observations : Vu : le relevé des consommations mensuelles d'eau prélevée sur le réseau AEP (3 144 m ³) et au forage du site (632 780 m ³) pour l'année 2022, ainsi que l'historique des consommations totales sur les dernières années (2019 : 701 236 m ³ , 2020 : 558 766 m ³ , 2021 : 580 024 m ³) d'après les déclarations GERE de l'exploitant. Il est constaté une baisse significative de la consommation d'eau du site sur les dernières années (9,3 % depuis 2019). Pour autant, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une étude technico-économique transmise à l'inspection des installations classées en réponse à la prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ; • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les différentes actions prises pour limiter la consommation d'eau en période de crise et plus globalement les pistes envisagées pour diminuer la consommation d'eau pérenne sur les prochaines années. Il précise qu'une action d'accueil des nouveaux arrivants est mise en oeuvre durant laquelle une information est passée sur la préservation des ressources et la limitation des consommations d'eau et d'énergie.</p> <p>Spécifiquement lors de la période estivale de sécheresse 2022, une communication par voie d'affichage a été réalisée sur panneaux QSE du site, ainsi que sur l'écran de communication installé en salle de pause du personnel. En amont, un mailing a également été adressé aux salariés sur la vigilance sécheresse.</p> <p>L'exploitant n'identifie pas de mesures ponctuelles supplémentaires permettant de réduire sa consommation d'eau en situation de crise.</p> <p>Sur le long terme, la société précise l'accélération des projets pour limiter les fuites. Le projet d'amélioration de l'unité de traitement des eaux est également mis en oeuvre dans ce sens. L'exploitant indique que ligne 4 est la plus consommatrice. Des modifications sont déjà mises en oeuvre pour produire une même référence sur une période plus longue et ainsi limiter les consommations d'eau et d'énergie liées aux opérations de lavage. Toutefois, les quantités d'eau économisées mériteraient d'être évaluées.</p> <p>D'autres réflexions sont actuellement à l'étude (gestion des lignes petits formats avec cycles de lavage, changement de technologie sur la fonte du sucre pour réduire la consommation en vapeur).</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à évaluer l'impact du futur entrepôt voisin, à savoir si la gestion des stocks et l'ordonnancement modifié ne pourrait-il pas permettre de réduire la consommation d'eau du site.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre applicable dans le département du Loiret s'agissant spécifiquement de l'axe Loire. La société OSFP est concernée par ces dispositions en tant qu'entreprise autorisée à rejeter in fine dans le milieu naturel, la Loire (raccordement dans le réseau communal avec rejet sans traitement intermédiaire).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement avec les milieux des épandages accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux des épandages accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : [C3] L'incident du 16/12/2022 a conduit au déversement au milieu naturel d'une solution diluée de KMnO_4 . La substance n'a pas été détectée et le déversement n'a pas fait l'objet d'un confinement par l'arrêt de la pompe automatique de rejet.
Observations : Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 26/12/2022 (fiche BARPI datée du 20/12/2022) relatif au rejet en Loire du 16/12/2022 de solution diluée de KMnO_4 suite à une fuite sur la cuve de préparation de la solution au local de traitement de l'eau ; Vu : la Fiche de Données de Sécurité du Permanganate de Potassium Pharma, marque BRENNTAG, version 2 en date du 26/05/2020 ; Vu : l'installation de préparation de la solution de Permanganate de Potassium pour le lavage des démantoirs à l'unité de traitement des eaux du site (deux cuves, une par filière de traitement) avec proximité de l'avaloir de mise à l'égout ; L'exploitant précise que la présence de solution diluée de KMnO_4 dans le bassin de traitement physico-chimique fait partie du fonctionnement normal de l'installation. Un traitement au bisulfite de soude est réalisé dans le bassin pour neutraliser le KMnO_4 . Le fonctionnement de la pompe de rejet est discontinu et réalisé selon les phases de traitement du bassin. L'incident étant intervenu en dehors d'une phase de régénération, la pompe de rejet n'a pas été stoppé ce qui a entraîné un rejet en Loire des effluents pollués au KMnO_4 du bassin de pré-traitement sans traitement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport en cas d'incident ou d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : [C4] L'exploitant n'a pas transmis rapidement les éléments relatifs à l'incident, à la gestion de la pollution et aux actions techniques et organisationnelles menées suite à cet incident. L'exploitant doit transmettre l'avancement de ces actions à l'inspection des installations classées en vue de prévenir tout nouveau rejet de solution de Permanganate de Potassium à la Loire (incident

récurrent).

[C5] L'exploitant doit transmettre la fiche de données de sécurité du bisulfite de soude 35% utilisé pour neutraliser le KMnO_4 et évaluer le risque en cas d'introduction en excès lors de la gestion de l'incident.

Observations :

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 26/12/2022 (fiche BARPI datée du 20/12/2022) relatif au rejet en Loire le 16/12/2022 de solution diluée de KMnO_4 suite à une fuite sur la cuve de préparation de la solution au local de traitement de l'eau ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 17/01/2022 relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 sans pré-traitement physico-chimique suite à une défaillance de la pompe de rejet ;

Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 04/02/2019 relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO_4 suite à un débordement à l'unité de traitement des eaux.

Vu : la Fiche de Données de Sécurité du Permanganate de Potassium Pharma, marque BRENNTAG, version 2 en date du 26/05/2020 ;

Vu : l'installation de préparation de la solution de Permanganate de Potassium pour le lavage des démanganiseurs à l'unité de traitement des eaux brutes du site (deux cuves, une par filière de traitement actuellement) ;

Vu : le plan d'actions présenté lors de la visite d'inspection qui se décline en 5 actions :

- n°1 : mise en place d'un clapet anti-retour sur la vanne au refoulement de la pompe ;
- n°2 : remplacement du bac de rétention adapté au risque chimique ;
- n°3 : remplacement de la pompe d'alimentation de la solution KMnO_4 ;
- n°4 : rappel des bonnes pratiques d'utilisation des modes "normal" et "test" de l'installation ;
- n°5 : réalisation d'une étude technico-économique pour l'installation d'une mesure de présence de KMnO_4 dans le bassin de traitement physico-chimique. Sur ce point, l'exploitant a fait part de ses difficultés pour identifier un équipement de détection adapté.

L'inspection des installations classées a sollicité à plusieurs reprises l'exploitant pour obtenir un plan d'action suite à cet incident dont le produit chimique et l'unité incriminée ont déjà fait l'objet de deux incidents. L'exploitant n'a pas fourni d'éléments de réponse sur ses actions d'analyse de l'incident, de prévention et de correction avant la visite de l'inspection des installations classées. Cette situation n'est pas satisfaisante.

Les travaux de modification de l'unité de traitement de l'eau du site ont démarré en avril 2022. Des modifications sur le stockage et la préparation de la solution de KMnO_4 sont prévues. Les deux unités de préparation KMnO_4 seront démontées pour être remplacées par une seule.

L'exploitant précise que la présence de solution diluée de KMnO_4 dans le bassin de traitement physico-chimique fait partie du fonctionnement normal de l'installation. Un traitement au bisulfite de soude est réalisé dans le bassin pour neutraliser le KMnO_4 . Il indique que le dosage au bisulfite est géré manuellement, la quantité nécessaire étant déterminée par calcul en rapport avec la quantité de KMnO_4 injectée en régénération à l'unité de traitement des eaux.

Le fonctionnement de la pompe de rejet est discontinu et réalisé selon les phases de traitement du bassin.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la quantité de bisulfite de soude injectée dans le bassin de traitement physico-chimique à la suite de l'incident pour neutraliser le KMnO_4 et si ce dernier a été introduit en excès.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien et conduite des installations de traitement de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p>Constats : [C6] L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées la procédure de gestion (dont vidange) du bassin de traitement physico-chimique au regard des phases discontinues de régénérations, traitement et rejets.</p>
<p>Observations : Le registre des incidents n'a pas fait l'objet de vérification.</p> <p>L'exploitant précise que la présence de solution diluée de KMnO_4 dans le bassin de traitement physico-chimique fait partie du fonctionnement normal de l'installation. Un traitement au bisulfite de soude est réalisé dans le bassin pour neutraliser le KMnO_4. Il indique que le dosage au bisulfite est géré manuellement, la quantité nécessaire étant déterminée par calcul en rapport avec la quantité de KMnO_4 injectée en régénération à l'unité de traitement des eaux.</p> <p>Le fonctionnement de la pompe de rejet est discontinu et réalisé selon les phases de traitement du bassin.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention du KMnO₄

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 7.6.3
Thème(s) : Produits chimiques, Volume
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> [...]
Constats : [C7] La rétention associée à la cuve de stockage de la solution de KMnO ₄ et à sa pompe de distribution n'est pas étanche et adaptée au produit stocké.
Observations : Vu : la déclaration d'incident de l'exploitant en date du 26/12/2022 (fiche BARPI datée du 20/12/2022) relatif au rejet en Loire de solution diluée de KMnO ₄ suite à une fuite sur la cuve de préparation de la solution au local de traitement de l'eau ; Vu : la Fiche de Données de Sécurité du Permanganate de Potassium Pharma, marque BRENNTAG, version 2 en date du 26/05/2020 ; Vu : l'installation de préparation de la solution de Permanganate de Potassium pour le lavage des démantiseurs à l'unité de traitement des eaux du site (deux cuves, une par filière de traitement), notamment la cuve de solution sur une rétention métallique fuyarde à proximité du regard d'évacuation du local ; Vu : le plan d'actions présenté lors de la visite d'inspection qui se décline en 5 actions : <ul style="list-style-type: none"> - n°1 : mise en place d'un clapet anti-retour sur la vanne au refoulement de la pompe ; - n°2 : remplacement du bac de rétention adapté au risque chimique ; - n°3 : remplacement de la pompe d'alimentation de la solution KMnO₄ ; - n°4 : rappel des bonnes pratiques d'utilisation des modes "normal" et "test" de l'installation ; - n°5 : réalisation d'une étude technico-économique pour l'installation d'une mesure de présence de KMnO₄ dans le bassin de traitement physico-chimique. Sur ce point, l'exploitant a fait part de ses difficultés pour identifier un équipement de détection adapté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etanchéité de la zone de chargement camion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etanchéité de la zone de chargement camion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : [C8] La zone de chargement camion des produits finis du site est dégradée et n'est plus en mesure de réaliser son nécessaire rôle de collecte et de confinement.
Observations : Vu : le signalement par des salariés du site d'un problème d'étanchéité de la zone d'expédition. Lors de la visite d'inspection, il est constaté que la limite droite de la voirie de la zone d'expédition / chargement camion des produits finis est dégradée. De fait, elle n'est plus en mesure de collecter et confiner les eaux pluviales potentiellement polluées avant traitement, ni les éventuelles eaux d'extinction polluées par un incendie dans la zone.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Granulés plastiques industriels – confinement et récupération

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-361
Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – confinement et récupération
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. «Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. «Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
Constats : [C9] L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de confinement et de récupération des granulés plastiques au poste de dépotage PET et RPET. [C10] L'exploitant doit justifier de la mise en oeuvre d'un point bas étanche permettant la récupération des granulés plastiques susceptibles de se disperser dans le local de fabrication des préformes et son entretien régulier. [C11] L'exploitant doit justifier le curage du bassin d'eaux pluviales P1, fournir le BSD d'évacuation des déchets précisant l'exutoire pour les boues contenant potentiellement des granulés plastiques.
Observations : <i>Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en oeuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes. L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</i> Vu : le signalement des salariés relatif à la dissémination dans l'environnement de granulés

plastiques à l'aire de dépotage ;

Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés)

Vu : l'aire de dépotage des granulés plastiques avec présence de nombreux granulés dispersés au sol sur l'aire de dépotage et aux alentours immédiats, lessivables par les eaux météoriques.

Vu : la présence d'une aire de rétention avec muret de faible hauteur entourant l'ensemble des silos de stockage de granulés plastiques ;

Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo ;

Vu : la présence de caniveaux dédiés sans panier de récupération à ce stade ;

Vu : la présence d'un panier de récupération des granulés plastiques sur le réseau raccordé à la zone de stockage des silos en elle-même.

Vu : la zone de fabrication des pré-formes. Il n'est pas constaté de dispersion de granulés plastiques dans cette zone le jour de la visite.

Les granulés plastiques sont transportés de la zone de stockage en silos extérieure vers l'intérieur de l'usine dans une zone dédiée à la fabrication des préformes de bouteilles plastiques. Le transport est effectué de manière aéraulique par des tuyauteries aériennes pleines.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées assiste au dépotage d'un camion de granulés plastiques. L'exploitant indique que les dépotages se font à raison d'un par jour environ. Une procédure encadre ce dépotage avec assistance vidéo déportée par un membre du personnel OSFP. Cette dernière n'est pas affichée sur la zone (cf point de contrôle suivant).

L'exploitant précise que des actions ont été prises pour limiter le risque de dissémination dans l'environnement : mise en oeuvre d'une dalle étanche avec délimitation physique pour guider le stationnement des camions et caniveau en L ceinturant la zone. Cette aire n'est pas pleinement accessible et opérationnelle le jour de la visite d'inspection, si bien que le dépotage du camion s'effectue pour partie en dehors de cette aire. Notamment, lors du dé-raccordement et rangement du flexible (appartenant au transporteur) des granulés plastiques sont répandus au sol. Le jour de la visite, l'inspection constate l'absence de paniers de récupération en aval des caniveaux de l'aire étanche. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour deux paniers mais que ces derniers n'ont pas encore été réceptionnés.

L'exploitant indique qu'un curage du bassin d'eau pluvial P1 situé en aval hydraulique de cette zone a été effectué en 2021, et que le curage du bassin P2 est prévu en 2023.

S'agissant du risque de débordement des silos de stockage PET et RPET, l'exploitant indique que chaque silo dispose d'une alarme de niveau haut et que la masse de granulés stockés par silo est contrôlée.

Enfin, l'exploitant indique que la zone de fabrication des pré-formes (injection) à base de granulés recyclés est équipée d'un point bas étanche prévenant la dissémination dans l'environnement. Le local de production dispose d'une balayeuse pour l'entretien de la zone.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Granulés plastiques industriels – procédures

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-362
Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – procédures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. «Ces procédures visent à: «a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement; «b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement; «c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site; «d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant; «e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361; «f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site; «g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. «Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. «</p>
<p>Constats : [C12] L'exploitant doit mettre en place les procédures de gestion associées au risque de dissémination de granulés plastiques dans l'environnement. Les consignes à disposition du personnel et des transporteurs en charge du dépotage doivent être affichées aux endroits appropriés.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en oeuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes. L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</i></p> <p>Cf partie "observations" du point de contrôle précédent.</p> <p>L'exploitant indique que les procédures sont en cours de finalisation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article D. 541-364
Thème(s) : Risques accidentels, Granulés plastiques industriels – audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. «Ces audits sont mis en oeuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en oeuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. «Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/IEC 17021 "Évaluation de la conformité – Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. «Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. «Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. «L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi</p>
<p>Constats : [C13] L'exploitant doit mettre en place les audits réguliers des procédures relatifs à la prévention de la dissémination des granulés plastiques dans l'environnement. Il justifiera d'un échéancier pour la mise en oeuvre de ces inspections régulières.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Préambule : Le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement est applicable aux installations de manipulation et de stockage de granulés plastiques dès que le tonnage mis en oeuvre est supérieur ou égale à 5 tonnes. L'ensemble des mesures est entré en vigueur au 1er janvier 2022 pour les nouvelles installations et au 1er janvier 2023 pour les sites dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</i></p> <p>Cf partie "observations" des deux points de contrôle précédents.</p> <p>L'exploitant indique qu'un audit auprès de la société BUREAU VERITAS a été commandé pour la vérification de l'ensemble du système de prévention de la dissémination dans l'environnement des granulés plastiques et des procédures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Stockage d'acide chlorhydrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'acide chlorhydrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] • prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
<p>Constats : [C14] L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées les moyens dont il dispose pour détecter une fuite importante sur la cuve HCl avant la mise en route de la pompe de relevage et prévenir le déversement accidentel dans le bassin physico-chimique.</p>
<p>Observations : Vu : la zone de stockage et de dépotage d'acide chlorhydrique ; Vu : la procédure de dépotage affichée sur place et les moyens de verrouillage mis en place pour l'accès au raccordement sur la cuve ; Vu : les indicateurs visuels de niveau sur la cuve de dépotage ; Vu : la récupération des vapeurs émises avec traitement et retour en cuve des produits condensés ; Vu : la zone de rétention dédiée à la cuve de stockage munie d'une poire de niveau avec pompe de relevage des eaux pluviales vers le bassin physico-chimique du site ; Vu : la fiche de données de sécurité du HCl 35% EN NF EN 939, marque BRENNITAG, version 1 du 20/04/2017.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2020, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de stockage sous la rubrique 2662
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :</p> <p>[Extrait]</p> <p>Rubrique 2662-3 sous le régime D "Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³"</p> <p>Silos de polyéthylène téréphtalate (PET) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 silo de 77 m³ - 1 silo de 125 m³ <p>Volume susceptible d'être stocké : 202 m³</p>
Constats : Absence d'écart constaté.
<p>Observations : Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) au lieu des 2 silos prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°51 : 46 700 kg PET ; - n°53 : 25 700 kg PET ; - A : 45 000 kg RPET ; - B : 103 000 kg RPET ; - C : 26 000 kg RPET. <p>Le jour de la visite, l'exploitant stocke 246,4 tonnes de granulés PET, soit environ 179 m³ de granulés PET relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE en tenant compte d'une masse volumique de 1380 kg/m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2023, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2662-3 et 1532 modifiées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 3 mars 2023, à l'issue de la visite d'inspection, le porter à connaissance relatif à la demande de modification de ses installations de stockage de polymères relevant de la rubrique 2662-3 de la nomenclature des ICPE.</p> <p>[C14] L'exploitant n'a pas sollicité la modification de ses installations de stockage avant leur mise en service. Ces dernières sont actuellement exploitées de façon irrégulière.</p> <p>[C15] L'exploitant doit également transmettre à l'inspection des installations classées les modifications projetées de stockage des palettes de bois situé en extérieur dans le cadre de la réfection du quai de chargement camions et des modifications de flux de camions.</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu : 5 silos de stockage aériens extérieurs de PET et RPET (PET recyclés) au lieu des 2 silos prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site</p> <p>Vu : l'interface de chaque silo informant de la quantité de granulés plastiques stockée par silo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°51 : 46 700 kg PET ; - n°53 : 25 700 kg PET ; - A : 45 000 kg RPET ; - B : 103 000 kg RPET ; - C : 26 000 kg RPET. <p>Le jour de la visite, l'exploitant exploite les 5 silos de stockage au titre de la rubrique 2662-3 sans avoir porter connaissance à Madame la Préfète de la modification de ses installations avant leur réalisation.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir mis à l'essai de nouveaux flux de camions dans sa zone de chargement camions. Des modifications vont intervenir nécessitant de déplacer le stock de palettes bois actuellement présent dans la zone.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet